

L'événement: Attaquer les retraites, c'est attaquer la République

Lundi 21 Octobre 2013

par Jean-Pierre Alliot

En s'attaquant aux retraites, Hollande se prépare à ruiner une base essentielle de la République sociale.

Le chef de l'État a décidé de réformer le système des retraites. L'Assemblée nationale se dispose à avaliser son projet. Sa « réforme » principale consiste à allonger une fois de plus la durée de cotisation nécessaire pour toucher une retraite à taux plein. De nouveau, le réformisme des gouvernements actuels consiste à aggraver les conditions de vie des travailleurs, à l'opposé de celui du mouvement socialiste historique, partisan du progrès social.

Si, aujourd'hui, c'est l'État qui entend régenter ce domaine, un des plus importants de la protection sociale collective, c'est par une appropriation éhontée, celle de la construction des bases de la République sociale à conquérir. Celle qui résulte d'une longue série de réalisations du mouvement ouvrier organisé. Après les lois qui ont institué les assurances sociales sous la pression de l'ancienne CGT réformatrice, c'est la Sécurité sociale qui, à la Libération, a organisé les caisses d'assurance maladie et la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV). Ce sont ces caisses, où les syndicats ouvriers siègent à parité avec les organisations patronales, qui ont été chargées de gérer les cotisations sociales, la partie du salaire que les travailleurs consacrent à la solidarité effective envers ceux qui en ont besoin, soit du fait de la maladie, soit en raison de leur âge.

Cette solidarité organisée à l'échelle nationale et interprofessionnelle a permis des progrès immenses dans les conditions de vie des salariés, comme, d'ailleurs, dans l'art médical et ses applications à l'hôpital. Les centres hospitalo-universitaires, financés par la Sécurité sociale, ont été une illustration de la puissance d'un système fondé sur la solidarité et non sur la recherche du profit. C'est l'ensemble de la population du pays qui, de proche en proche, a bénéficié des régimes mis en place par les catégories qui, pourtant, étaient soumises aux conditions de vie et de rémunération les plus difficiles.

Un des résultats de ces progrès sociaux est l'allongement de la durée de la vie. Ce n'est pas le moindre des paradoxes où se vautrent les gouvernements, ces dernières années, que de tirer argument de l'allongement de la durée de la vie pour détruire les conditions qui ont permis cet allongement. Une vraie réforme du système de la protection sociale devrait consister à permettre que les années gagnées par les travailleurs soient des années où ils sont en bonne santé.

Mais aujourd'hui, nos « réformistes » des majorités politiques qui se succèdent au pouvoir depuis des décennies ont décidé que les progrès sociaux nuisent aux entreprises dans la compétition mondiale. La force de travail, avec ses deux composantes que sont le salaire net et les cotisations sociales, coûte trop cher. Il faut consacrer une plus grande partie des ressources créées par le travail à rétribuer le capital, les actionnaires, les intérêts des emprunts bancaires.

Les forces politiques qui représentent ces intérêts sociaux exercent une sorte de monopole dans l'État, dont le chef est obéi à la faveur d'aménagements marginaux.

En face, le vaste mouvement populaire qui rejette l'allongement de la durée du travail ne dispose pas de l'expression politique nécessaire. Les quelques voix qui se sont élevées au Parlement en sa faveur s'expriment en mode mineur, affectées qu'elles sont par la perspective des élections municipales et des alliances qu'elles impliquent pour préserver quelques positions.

Au moment où ces lignes sont écrites, les syndicats ne sont pas parvenus à s'opposer à la volonté du chef de l'État. Le soutien que certains d'entre eux lui ont apporté n'est pas étranger à cet échec. Cependant, rien n'est joué, même si le Parlement avalise le projet. En 2006, la loi qui instaurait le Contrat Emploi Jeunes (CPE), votée, a été retirée sous la pression des manifestations. Depuis, le Parlement et les institutions ont poursuivi leur course d'illégitimité. Dans tous les domaines : santé, chômage, enseignement, impôts, Union européenne, services publics, libertés communales, chacune des actions de la tête de l'État se heurte à l'hostilité du peuple, qui rappelle à sa façon qu'il avait plus voté contre Sarkozy que pour Hollande.

Il y a maintenant si longtemps que les partis au pouvoir sont chassés à chaque élection qu'il va bien falloir se rendre à l'évidence : c'est le système lui-même qui est rejeté par le peuple. Mais il est une autre évidence : tant que ce rejet n'aura pas trouvé la représentation politique qui portera ses aspirations, ceux qui ont intérêt à matraquer le pays de contre-réformes continueront leurs destructions.

Jean-Pierre Alliot
<http://www.le-groupe-republique.fr>

Le Groupe République!